

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 15 février 2016**

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>57</b>	<b>18</b>

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Direction des  
Affaires Juridiques - Procès-verbal de la  
séance du 21 décembre 2015 -  
Approbation

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Pierre MOLAGER
---

N° Enregistrement : CC.2016.001

Date de la convocation : <b>Le 09/02/2016</b>
<b>Certifié exécutoire compte tenu</b>
de l'affichage en date du <b>- 3 MARS 2016</b>
de la réception s/Préfecture en date du <b>- 3 MARS 2016</b>
Pour le Président, Le Directeur Général des Services  
Pierre MOLAGER

L'an deux mil seize et le 15 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Michel MAZUET, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Anne CHEVALIER

**PROCURATIONS :**

Bernard DUBOIS à Michelle SALUCKI, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Nathalie DEPETRIS à Jacques GENTE, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Bernard MONIER, Lionel TIVOLI à Anne CHEVALIER

**ABSENTS :**

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, René TRASTOUR, Guy GIRAUD, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Serge AMAR, Christophe ETORE, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Déborah MINEI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAoui**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES  
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 21 DECEMBRE 2015

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,  
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,  
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, ROQUESTERON-GRASSE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-  
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

Le conseil communautaire s'est réuni le vingt et un décembre deux mille quinze, en séance publique, Maison des Associations, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire de la ville d'ANTIBES.

**Monsieur le Président.-** Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean-Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Gilbert HUGUES, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Guilaine DEBRAS, Roger CRESP, Murielle BALDINI, Lionnel LUCA, Joseph LE CHAPELAIN, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Bernard DUBOIS, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Simone TORRES-FORET DODELIN, Afrim KACA, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Yves DAHAN, Michel VIANO, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Lionel TIVOLI, Khéra BADAOU, Déborah MINEI, Eric PAUGET, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Elisabeth PILLARD.

**REPRESENTE :**

Joseph VALETTE par Murielle BALDINI.

**PROCURATIONS :**

Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Colette ZALMA à Jean-Pierre MAURIN, Anne-Marie DUMONT à Gérald LOMBARDO, Eric DUPLAY à Serge AMAR, Nathalie DEPETRIS à Simone TORRES-FORET DODELIN, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Marguerite BLAZY à Jean LEONETTI, Anne CHEVALIER à Lionel TIVOLI.

**ABSENTS :**

Martine SAVALLI, Claude BERENGER, Michel ROSSI, Thérèse ROUAZE, Nadine GASTAUD, Marie BENASSAYAG

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

**Madame Khéra BADAOU,** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'il a acceptées.

## Ordre du Jour

1. Procès-verbal de la séance du 28 septembre 2015 - Approbation
2. Procès-verbal de la séance du 02 novembre 2015 - Approbation
3. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le bureau communautaire
4. Schéma de mutualisation de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis - Adoption
5. Clôture du contentieux fiscal entre l'Etat et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
6. Anthéa - Convention de billetterie 2016 avec l'Office du tourisme d'Antibes - Avenant n°1
7. Mise en place d'un fonds de concours dédié à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique au niveau communautaire
8. SPL Sophia - Modification des statuts
9. Utilisation de l'abattement de Taxe Foncière sur la Propriété Bâtie (TFPB) - Convention cadre entre l'Etat, la CASA, la LOGIREM, ERILIA et la SEMIVAL
10. Mise en service progressive du SIG extranet de la CASA
11. Règlement Intérieur des Médiathèques Communautaires - Modification
12. Actions culturelles communes - Convention de partenariat avec l'Association des Amis du Musée Picasso
13. Conservation partagée des ouvrages de littérature jeunesse en région PACA - Convention de partenariat avec l'Agence Régionale du Livre PACA
14. Médiathèque de Biot - Convention de répartition d'usages et de charges - Avenant n°1
15. Pôle Culturel Auguste Escoffier - Convention de répartition d'usages et de charges - Avenant n°1
16. Pôle Images Roquefort les Pins - Convention de gestion - Avenant n°2
17. Réalisation d'une vélostation à Antibes - Convention de répartition financière et d'exécution des travaux entre la Ville d'Antibes et la CASA
18. Budget Annexe du Théâtre Communautaire - Décision Modificative n°1
19. Budget Général - Décision Modificative n°2
20. Budget de la régie à autonomie financière des Transports Envibus - Décision modificative n°2
21. Budget Général : Admissions en non valeur 2015
22. Convention de prestations intégrées avec la SPL Théâtre Communautaire d'Antibes - Quitus de gestion au 30/09/2014
23. Ouverture Anticipée des crédits 2016
24. Recueil des tarifs de la CASA 2016
25. Ajustement du tableau des effectifs
26. Actualisation des taux d'indemnisation des astreintes et mise en place d'indemnité d'intervention
27. Abrogation de la PFR et mise en place de l'IFSE pour le cadre d'emplois des administrateurs
28. Association Clubs des Villes et Territoires Cyclables - Adhésion

29. Hébergement et gestion du site de covoiturage Otto&Co - Convention de partenariat entre le département 06 et la CASA
30. Régie Autonome des Transports - Protocole d'accord négociations annuelles obligatoires
31. Règlements intérieurs des services de transports Envibus- Création d'un règlement du service Navette des neiges
32. Gamme tarifaire Envibus - Création d'un Pass Navette des neiges
33. Mise en place d'une tarification préférentielle d'accès à la station de Gréolières les Neiges - Convention avec le Syndicat Mixte Gréolières l'Audibergue
34. Mise en place d'opérations commerciales - Délivrance gratuite de titres de transports sur le réseau Envibus
35. Collecte des déchets ménagers et assimilés - Convention de passage sur voie privée
36. Plan de relance Eco-Emballages - Convention
37. Aménagement Numérique - Convention Cadre Territoriale d'Investissement (CTI) pour la mise en oeuvre opérationnelle du Schéma Directeur Départemental d'Aménagement Numérique des Alpes-Maritimes (SDDAN 06)
38. SACEMA - Rapport annuel 2014 des administrateurs à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
39. Protocole de gestion coordonnée des demandes de logement social des personnes handicapées
40. Réalisation de 9 logements en accession sociale à la propriété " Le Gorgier " à Opio - Convention de partenariat avec la Commune d'Opio et le Nouveau Logis Azur
41. Observatoire des Loyers des Alpes-Maritimes - Convention cadre
42. Loi SRU - Contrats de mixité sociale - Engagement de principe de la CASA aux côtés des communes carencées



**M. le Président** – J'ai le plaisir de vous présenter le trophée d'or qu'a obtenu la Communauté d'agglomération grâce à l'action conjuguée de trois services, et je remercie particulièrement Éric Mele, Thierry Occelli et Lionnel Luca, pour des actions d'environnement dans le cadre de la création du pôle d'échanges à Antibes, de l'expérimentation des nouveaux véhicules qui se rechargent en freinant, le Conseil en énergie partagée pour les bâtiments et la plate-forme *open data* des consommations énergétiques des bâtiments. On les félicite tous, surtout les services qui ont aidé les élus à obtenir ce très beau trophée d'or Plan Climat Alpes-Maritimes.

## **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

1. Procès-verbal de la séance du 28 septembre 2015 – Approbation
2. Procès-verbal de la séance du 02 novembre 2015 - Approbation

**M. le Président** – Tout le monde les a-t-il lus ? N'y a-t-il pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

*Délibérations adoptées à l'unanimité*

3. Compte-rendu des dernières décisions prises par le Président, le bureau communautaire

**M. le Président** – Je rappelle que la mise en œuvre des décisions que nous avons prises et débattues ensemble, à savoir de financer la réhabilitation énergétique des bâtiments de logements sociaux est en cours, puisque deux bâtiments (les Châtaigniers et les Jonquilles) bénéficient de l'aide de la Communauté d'Agglomération, en partenariat avec les bailleurs sociaux. Par exemple, aux Châtaigniers, il n'y avait pas de chauffage. Je souhaite donc que les bâtiments sociaux anciens puissent être réhabilités et je souhaite pouvoir donner des habitats décentes aux personnes qui les habitent. Avez-vous des interventions ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

4. Schéma de mutualisation de la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis

**M. le Président** – Toutes les communes de la CASA ont présenté le schéma de mutualisation et ont recueilli un avis favorable. Je vous propose de le coordonner au niveau de la Communauté d'Agglomération. Comme vous l'avez compris, mutualisation veut dire plus grande efficacité, et moindre coût. Personne n'intervient ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

5. Clôture du contentieux fiscal entre l'Etat et la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis

**M. le Président** – Nous allons vous présenter la clôture d'un contentieux fiscal entre l'Etat et la Communauté d'Agglomération, dont je rappelle brièvement les faits. Lorsque la Communauté d'Agglomération arrive à se constituer, elle le fait en audit fiscal. Elle se rend compte qu'un certain nombre de bases sont illégales, et disproportionnées les unes par rapport aux autres, puisque certains locaux, à distance de quelques mètres, ont des bases qui varient du simple au triple. Nous demandons donc à l'Etat de bien vouloir remettre les choses en place. Devant le silence de l'Etat, contentieux d'abord gracieux, puis recours gracieux, puis contentieux devant le Tribunal Administratif.

La décision du tribunal est tombée, elle donne raison à la Communauté d'Agglomération, elle nomme un expert, et elle fixe les bases à hauteur de 30,50 euros.

Cependant, l'Etat fait appel de la décision, parce qu'il est condamné à reverser à la Communauté d'agglomération plus de 13 millions d'euros pour les bases qu'il n'avait pas perçues. Dans ces conditions, deux villes sont concernées en dehors de la Communauté d'Agglomération, puisque ces recueils fiscaux concernent non seulement la contribution foncière des entreprises (ce qui a remplacé la taxe professionnelle) et le foncier pour les communes de Biot et de Valbonne.

Nous rentrons en concertation avec les services de l'Etat, et cette concertation aboutit au retrait du recours de l'Etat contre la décision du tribunal. L'application d'une base abattue de 10 % qui correspondrait aux nouvelles bases lorsqu'elles seront harmonisées sur l'ensemble du territoire, et enfin, le non-rappel des cotisations antérieures permettant donc à l'ensemble des entreprises de ne pas se trouver en grave difficulté financière. C'est donc l'objet de cette clôture de contentieux fiscal qui sera aussi suivie des délibérations obligatoires des communes de Valbonne et de Biot, pour valider cet accord que je résumerai en disant : « Pas d'appel de la décision de la part de l'Etat et versement de 13 millions à la Communauté d'Agglomération. Nouvelles bases à 27,45 euros le mètre carré sur les communes concernées, et pas de rappel des cotisations antérieures à 2016 ». C'est Pierre Molager qui nous fait le plaisir de faire la présentation de ce PowerPoint.

### *Interruption de la séance*

**M. MOLAGER** – Monsieur le Président, mesdames et messieurs, je voulais, en quelques mots, vous détailler la genèse de cette affaire autour de 6 points rapides. Tout d'abord, je vais vous rappeler très rapidement quelques principes sur la position locale des entreprises. Comme vous le savez, la CASA tire une part de ses recettes de la cotisation des entreprises, autrefois, c'était la Taxe Professionnelle (TP). Depuis 2010, sur sa partie foncière, c'est la cotisation foncière des entreprises. Cet impôt s'appuie sur une base, c'est ce qui a été contesté, la valeur locative des locaux occupés, et sur un taux. C'est à l'Etat qu'il revient de définir la base, de dire combien un local coûte au mètre carré. Ensuite, le taux est fixé par l'EPCI, par nous, par vous. Puis sur ces deux éléments, les services fiscaux reprennent la main pour établir les impôts et les reverser à l'EPCI. Ces valeurs locatives servent à déterminer la cotisation foncière des entreprises, mais elles servent également à déterminer d'autres impôts : la TEAM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères), la taxe foncière qui est perçue par les communes, en l'occurrence Biot et Valbonne, par le Conseil Départemental. Il y a aussi une taxe pour frais de chambre consulaire, et la taxe spéciale d'équipement. C'est toujours la même chose, c'est l'Etat qui, sur la même base, fixe la valeur locative, et ensuite, chaque structure applique son taux.

Vous connaissez sans doute l'historique du dossier. Il a démarré en 2004 à l'occasion d'un diagnostic fiscal. La CASA a regardé l'ensemble des grands locaux sur lesquels s'appuyait à l'époque la taxe professionnelle, et elle s'est rendu compte que de manière assez systématique, sur la technopole, notamment sur les communes de Biot et Valbonne, certains locaux à usage de bureaux présentaient des irrégularités et des incohérences dans la détermination de leur valeur locative. « Irrégularités », parce qu'un certain nombre de procès-verbaux n'étaient pas fondés en droit, et un certain nombre d'incohérences, comme le disait le Président, c'est-à-dire que pour certains locaux situés dans une même zone, la valeur locative pouvait varier du simple au double. Il y avait donc une iniquité entre ces locaux à l'intérieur de ces communes de Biot et de Valbonne, mais aussi par rapport au reste du territoire qui était correctement calculé.

En 2006, la CASA a donc demandé à l'administration fiscale de faire son travail, c'est-à-dire de rectifier les valeurs qui étaient irrégulières, pour en établir de nouvelles, incontestables, solides, et non susceptibles de recours. À l'époque, en lien avec le monde économique, avec les représentants des entreprises, des discussions ont eu lieu entre la CASA et l'administration fiscale pour qu'on aboutisse à des valeurs solides, plutôt qu'à ces valeurs un peu erratiques.

Ce travail à l'amiable n'a pas réussi, et en 2009, dans une phase pré contentieuse, la CASA a enjoint l'Etat de faire ce travail, et de rectifier ses bases. L'Etat n'a pas répondu à cette demande, il s'agit donc d'un refus implicite qui a été attaqué par la CASA en 2009. Cette affaire a donc été portée devant le Tribunal Administratif de Nice, la CASA disant : « Ce n'est pas à nous de déterminer combien vaut un local. Ce n'est pas notre travail, c'est à l'Etat de le faire, mais l'Etat ne l'ayant pas fait, nous lui demandons de le faire ». Nous avons donc demandé l'annulation de la décision de refus implicite de l'Etat, en lui demandant ensuite de corriger ses évaluations.

Cette demande portait sur les années 2006 à 2010. En 2013, le Tribunal Administratif a donné son verdict qui a donné raison à la CASA, qui a estimé que l'Etat aurait dû faire ce travail. Concomitamment, le tribunal a désigné un expert pour évaluer quel avait été, sur ces années-là, 2006 à 2010, le préjudice du fait des recettes fiscales que la CASA n'avait pas perçues. En 2014, un expert judiciaire a chiffré ce préjudice à 13 millions d'euros, toujours au titre de ces années qui, étant prescrites, n'ont pas été prélevées sur les entreprises. C'est l'État qui a été condamné à payer ces 13 millions d'euros.

Pour estimer cette somme, il s'est appuyé sur une valeur locative de 30,50 euros du mètre carré, en valeur 70. 1970 est la date à laquelle ces évaluations ont été faites. En 2015, l'Etat, condamné par le Tribunal Administratif, a versé cette somme à la CASA, mais comme le disait le Président, il a décidé de faire appel de la décision en la portant devant la Cour Administrative d'Appel. C'est cet appel qui a décidé les élus, le Président, le maire de Valbonne et le maire de Biot, à considérer qu'il y avait là une situation d'instabilité. Il y avait certes un premier jugement qui disait le droit, mais ce jugement était susceptible d'appel, donc susceptible d'être modifié. Cela a créé une situation d'instabilité et d'incertitude difficilement tenable pour tous les acteurs du dossier, d'abord pour la CASA qui avait perçu ces 13 millions, mais qui, en fonction de la décision de l'appel judiciaire pouvait se les voir retirer en tout ou partie. Cela a créé une instabilité également pour les entreprises à qui le Tribunal Administratif, dans son premier jugement, a dit que la valeur locative était de 30,50 euros, et devait s'appliquer, mais s'il y avait un appel, il pouvait encore changer. Puis cela crée aussi une incertitude pour les entreprises sur une possibilité de rappel, parce que comme vous le savez sans doute, dans le cadre fiscal, la cotisation foncière des entreprises est susceptible d'être rappelée sur trois ans en arrière, et la taxe foncière sur un an. L'année 2015 était en cours, cela veut dire que les entreprises ne savaient pas combien elles allaient devoir payer demain, et si on n'allait pas leur demander en une fois quatre années en plus pour solder le passé.

Dans cette situation, les élus ont dit, comme ils le font depuis le début de cette affaire, qu'il fallait travailler ensemble avec l'administration fiscale. Ils ont donc demandé un rendez-vous au secrétaire d'État au budget, Monsieur Eckert, qui a eu lieu, à la suite duquel s'est entamée une phase de négociation. Cette phase de négociation est l'accord sur lequel il vous est demandé de vous prononcer aujourd'hui. C'est un accord qui a été jugé équilibré par l'ensemble des parties, et qui a été présenté aux représentants du monde des entreprises, notamment au Club des entreprises de Sophia qui a été informé tout au long de cette affaire.

Tout d'abord, le désistement par l'Etat de son appel, la confirmation irrévocable que les 13 millions d'euros sont définitivement acquis à la CASA. Je rappelle que ces 13 millions n'ont pas été prélevés pour les entreprises, puisque c'est une date prescrite, c'est l'Etat lui-même qui a versé cette somme. La mise à jour à partir de 2016 de valeurs locatives solides, ce que demande la CASA depuis 10 ans, et qu'elle n'a jamais réussi à obtenir. Les valeurs locatives des locaux en question de Biot et de Valbonne, qui portent sur des locaux de bureaux, sont des valeurs complètement aberrantes par rapport au reste du territoire. L'Etat va donc mettre à jour les valeurs locatives, sur la base des estimations de l'expert, moins un abattement de 10 % qui est un abattement technique, qui fait référence au point d'après. Cette somme de 27,45 euros du mètre carré, c'est-à-dire 30,50 euros moins



10 % est la somme dont l'Etat nous dit qu'elle sera celle qui sera prélevée demain ou après-demain quand aura lieu la révision générale.

L'Etat qui sait bien qu'il y a ce type de difficultés partout en France, a décidé de mettre en œuvre une réforme globale, c'est-à-dire d'appliquer à toute la France ce qui a été appliqué par le tribunal pour Biot et Valbonne. Puis l'Etat nous dit que les sommes qui seront prélevées demain seront à peu près de 27,45 euros. On permet donc une stabilité aux entreprises, c'est-à-dire de ne pas avoir des sommes qui vont encore évoluer.

Le dernier point, c'est la renonciation par la CASA et les communes de toute action indemnitaire sur les années qui ne sont pas encore prescrites, c'est-à-dire les années 2012 à 2015. C'est cette décision qui a été prise, notamment parce que cela aurait contribué à faire peser sur les entreprises une charge extrêmement lourde qui, en ces temps de difficultés pour l'ensemble des acteurs économiques, était trop difficilement supportable.

La suite, c'est une phase intermédiaire. Ces bases ont donc été acceptées, agréées. Elles vont maintenant être rentrées dans les ordinateurs de l'administration fiscale. Cela concerne 519 locaux sur les communes de Biot et Valbonne, c'est-à-dire essentiellement des entreprises qui ont ces locaux, qui sont sur la technopole. L'administration fiscale va donc maintenant établir l'impôt, comme elle doit le faire pour 2016, et elle va aussi définir les recettes supplémentaires qui seront générées pour chaque collectivité ou structure. Cette opération prend du temps, parce qu'elle est réalisée dans le cadre d'un mouvement national. Ce sont les ordinateurs de Bercy qui tournent à partir de début janvier, et qui rendront leurs résultats au début du mois de mars. On va donc savoir précisément ce que la CASA, les communes, et l'ensemble des acteurs perçoivent. Une part de cette somme qui va contribuer à la richesse de l'agglomération va aussi être calculée par l'Etat pour reprendre ce qu'il prend à la CASA, notamment au titre du fonds de péréquation, puisque vous savez, comme les communes, que nous percevons un certain nombre de dotations de l'Etat, la DGF, qui seront sans doute baissés compte tenu de ces résultats, et que nous reversons des sommes à d'autres collectivités au titre du FPIC et du FNGIR.

Une fois connu ce que la CASA va percevoir et ce qu'elle va devoir rendre, les marges de manœuvre réelles dont disposera la collectivité seront connues. Un engagement a été pris par le Président et les deux maires (en lien avec Jean-Pierre Mascarelli et Jean-Pierre Maurin pour les parties économiques et les parties finances) de réinjecter les sommes supplémentaires qui seront tirées de cet accord dans l'économie et le développement. Les sommes perçues seront directement fléchées vers le développement, notamment le développement économique. Cette stratégie a d'ailleurs déjà été engagée, puisque les résultats du tribunal sont connus depuis 2014. Un certain nombre d'actions ont déjà été mises en place. Je pense notamment à des engagements extrêmement importants qui ont été pris par la CASA dans le cadre du contrat de plan Etat/Région, avec des investissements qui vont contribuer dans le domaine de la recherche, à renforcer l'attractivité de la technopole, avec des partenariats renforcés, et aussi un certain nombre d'actions de communication et de marketing pour faire rayonner la technopole. C'est-à-dire que l'argent qui est récupéré ou qui sera récupéré demain va bien être réinjecté.

Deuxième axe qui a été décidé par les élus, c'est la mise en place d'un pacte de croissance et de développement qui sera co-construit avec les acteurs économiques. C'est-à-dire qu'une fois connues les sommes en jeu et les sommes disponibles, on va travailler avec les entreprises pour voir comment on les réinjecte, autour de quel thème. Une autre structure sera évidemment partie prenante de cet accord, c'est le Conseil Régional, puisque depuis l'adoption de la loi NOTRE, il a une part tout à fait incontournable dans le développement économique.

Troisième axe qui a été décidé par les élus, qui vous sera proposé tout à l'heure dans le cadre d'une délibération, c'est aussi le soutien aux communes qui font ce choix du développement économique, et qui portent les principales zones d'activité.

Un certain nombre d'opérations d'aménagement sont communautaires (zones d'intérêt communautaire), mais un certain nombre d'opérations seront portées par les communes, alors que les fruits de ces opérations sont finalement perçus par la CASA. Il a donc été jugé juste de soutenir les communes qui font ces choix au profit d'une intercommunalité.

Dernier point, et c'est quelque chose qu'on vit au quotidien, parce que c'est aussi du développement, un certain nombre d'actions sont d'ores et déjà mises en place autour de la mobilité (bus tram), autour de l'habitat. L'accord qui a été tiré avec l'Etat par rapport à ces bases est un accord qui paraît équilibré, et c'est ainsi qu'il a été jugé par l'ensemble des parties, qu'il a été présenté aux acteurs du monde économique. C'est un accord qui, encore une fois, reviendra dans le développement de la technopole et de l'agglomération.

*Reprise de la séance*

**M. le Président** – Merci. Je pense que tout le monde est suffisamment éclairé. Quelqu'un veut-il prendre la parole ? Monsieur le sénateur maire, Marc Daunis.

**M. DAUNIS** – Merci Monsieur le Président, mes chers collègues. Comme vous vous en doutez, c'est un dossier que j'ai été amené à suivre particulièrement aux côtés du Président et de ma collègue de Biot, à la fois en tant que Vice-président au développement économique, et deux tiers des entreprises concernées étant sur le territoire communal. Nous sommes des élus de la République, nous ne pouvons donc qu'appliquer le jugement. Il s'impose aux entreprises et s'imposait à nous. Dans cet accord, il y a le fait qu'il y avait un recours de l'Etat. Nous levons l'incertitude de ce recours à travers l'accord, et c'est une bonne chose. Deuxièmement, la Communauté d'Agglomération et les communes concernées, à travers le foncier, ont eu un manque à gagner de recettes, la compensation de l'Etat intervient partiellement avec ce jugement. La solution était binaire pour nous. Devions-nous rappeler la totalité des années concernées que nous pouvions rappeler, et ainsi, risquer de mettre fortement en danger l'activité de certaines entreprises. Non pas qu'elles auraient payé ce qu'elles ne devraient pas payer, puisqu'on avait une situation inégale et illégale. Il suffisait de passer l'autoroute et d'avoir une base qui s'appliquait aux taux communaux, qui était différente, et sans logique sur les communes de Valbonne et de Biot par rapport à Antibes, Vallauris, Villeneuve-Loubet, les autres communes. La CASA a eu raison de le faire, et il nous appartenait à retrouver une logique, une équité et une cohérence.

Deuxième point, nous ne pouvions pas faire un rappel qui risquait de mettre en danger l'activité. Même si les entreprises en question auraient dû payer les années précédentes, on sait que demander à une entreprise de rattraper quatre ou cinq ans de façon brutale, alors qu'il est nécessaire qu'elles aient une stabilité et une lisibilité sur leurs charges fiscales aurait été suicidaire de notre part. Je le dis tranquillement, on a étudié cela, et ce n'est pas de gaieté de cœur qu'à un moment donné, on peut ignorer la possibilité pour la CASA ou pour les communes, d'avoir des recettes, y compris imprévues. Nous ne l'avons pas fait, et je remercie le Ministre d'avoir accepté la proposition de protocole que nous lui avons faite. Nous ne l'avons pas fait, parce que notre souci, c'est l'emploi. Nous avons été guidés dans ce dossier solidairement, la CASA et les deux communes concernées, par une seule préoccupation, l'emploi. C'est ce qui nous amène à ce protocole.

**Mme DEBRAS** – Cela n'a pas été forcément facile, nous avons discuté longtemps pour justement ne pas pénaliser nos entreprises, mais on est arrivés à une solution équitable devant l'impôt. L'impôt et la fiscalité servent avant tout à l'intérêt général, et ces surplus, cette nouvelle recette qui va

nous arriver sera bien sûr affectée, et nous l'avons vue avec les chambres consulaires et avec Sophia Club Entreprises, au rayonnement, et à l'intérêt de notre poumon économique qui est la technopole. C'est quelque chose qui était difficile, parce que dans notre négociation, nous avons dû renoncer à certaines recettes pour les communes, mais il fallait bien peser le pour et le contre. C'est cette solution qui a été proposée dans la négociation avec l'Etat. Nous sommes arrivés à un protocole d'accord.

Ce contentieux est maintenant clos, maintenant, on regarde devant. Aujourd'hui, on n'est pas capable de dire exactement combien cela va rapporter et combien vont devoir payer les entreprises, parce qu'il y a les bases, les taux. Même si les bases sont maintenant harmonisées sur la Communauté d'Agglomération, nous n'avons pas les mêmes taux, notamment sur le foncier bâti. De toute façon, tout ce qui arrivera en plus, et tout ce que nous laissera le FPIC (fonds de péréquation) nous permettra d'avancer sur la technopole et sur tout ce que nous allons faire pour que notre technopole rayonne, et que nos entreprises aient encore plus envie de venir s'installer ici.

**M. le Président** – Je n'aime pas le triomphalisme, ni après les élections, ni après les victoires juridiques ou judiciaires, mais la CASA avait raison, et ce n'est pas inutile de le rappeler. Deuxième point, l'indemnité de 13 millions est versée par l'État à la CASA, parce que les services fiscaux n'ont pas été réactifs. Le dernier point a été souligné par Guilaine Debras et Marc Daunis. Ensuite, il y a le problème de savoir comment faire en sorte que ce soit à la fois équitable sur l'ensemble de notre territoire, et qu'en même temps, on ne mette pas en difficulté les entreprises et le cœur de nos entreprises qui est Sophia Antipolis. C'est la raison pour laquelle cette transaction a été menée. Je pense qu'elle a été menée sainement, c'est-à-dire sans arrière-pensée politicienne, avec le seul objectif de faire en sorte que Sophia-Antipolis continue à être attractif. Il continuera à l'être, puisque si vous multipliez la nouvelle base par les taux appliqués au niveau de la Communauté d'Agglomération, qui sont des taux bas et des taux fonciers sur les deux communes qui sont aussi des taux bas, il y aura une valeur compétitive du territoire de la CASA qui sera encore important, à la fois sur le plan départemental, sur le plan régional, et sur le plan national. Voilà donc l'accord que je vous propose d'approuver.

Avez-vous d'autres d'interventions ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous en remercie.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

#### 6. ANTHEA - Convention de billetterie 2016 avec l'Office de Tourisme d'Antibes – Avenant n°1

**M. le Président** – Comme vous le savez, l'EPIC Maison du Tourisme et Anthéa travaillent ensemble, ne serait-ce que parce que c'est l'EPIC qui bénéficie de manifestations artistiques de qualité données par les casinos. Il s'agit de pouvoir vendre, à un endroit, les billets pour les spectacles de l'autre endroit. Pas d'interventions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

### **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

#### 7. Mise en place d'un fonds de concours dédié à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique au niveau communautaire

**M. le Président** – C'est une des premières mesures que l'on met en place pour aider le développement économique sophipolitain, en espérant que ces fonds de concours vont améliorer le développement économique, et qu'ils proviendront des recettes nouvelles. Marc Daunis.

**M. DAUNIS** – C'est une délibération qui est dans la droite ligne de ce que l'on a dit précédemment. J'ai conclu tout à l'heure emploi, on est dans la même logique. Comme vous le savez, la Communauté d'agglomération ne peut pas intervenir en dehors des compétences qui lui ont été transférées par les communes.

Néanmoins, nous avons mis en place un fonds de concours pour pouvoir accompagner les communes dans leurs interventions et pour assurer une certaine solidarité territoriale, et mettre en œuvre notre projet commun qui est le projet d'agglomération respectant les volontés et les spécificités, les projets communaux.

Dans la délibération, il vous est proposé de mettre en place un deuxième fonds de concours, et que ce fonds de concours puisse être orienté sur l'accompagnement politique communal conduit en matière de développement économique, donc d'emploi. En fixant à travers un règlement intérieur un seuil et des critères d'intervention. Le seuil est un seuil de 10 millions d'euros d'opérations pour que les communes puissent avoir, sur leur part communale, sur laquelle elles interviennent, la moitié qui puisse être prise en charge par la Communauté d'Agglomération. Dit en d'autres termes, il faut avoir une envergure de projet de l'ordre de 10 millions d'euros. Deuxièmement, qu'on soit bien dans une matière de développement économique avec des équipements publics qui sont liés à cela. Troisièmement, dans ce projet, on sort tous les cofinancements des partenaires divers et multiples, s'il y en a, et *in fine*, la CASA peut intervenir sans excéder 50 % de la part communale. À partir de là, il y a la mise en œuvre de ce fonds de concours, conforme au règlement en indiquant les zones éligibles, et un dossier type de demande de fonds de concours et un modèle de convention, de mise en œuvre de ce dispositif. Juste un rappel pour conclure sur les zones d'activité concernées. Elles doivent être positionnées dans des espaces à dominante urbaine, d'enjeux de développement, issues du SCOT, et présentées en annexe dans le document qui vous a été remis. Voilà Monsieur le Président, mes chers collègues, les éléments structurants de cette délibération.

**M. le Président** – Pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

## **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

### **8. SPL Sophia – Modification des statuts**

**M. DAUNIS** – La Communauté d'Agglomération fait partie du Conseil d'Administration de cette SPL, ce qui nous amène à délibérer, puisque cette SPL doit modifier ses statuts. Pourquoi doit-elle le faire ? Issue d'une société d'économie mixte valbonnaise, transformée en SPL, elle avait dans ses statuts le fait que la commune de Valbonne était majoritaire, puisque d'une part, cette SPL était issue de la commune, et deuxièmement, elle portait des actions importantes telles que celles des Clausonnes. Troisièmement, parce que le reste du capital porté par la commune permettait à ce que les communes qui adhèrent aient une entrée au capital de l'ordre de 10 000 euros, et puissent siéger au Conseil d'administration. Historiquement, ce sont les communes de Vallauris, de Gourdon, du Rouret, de Roquefort les Pins, Communauté d'Agglomération, Opio, Châteauneuf. Vous ne pouvez pas avoir plus de 18 administrateurs, il faut donc que la commune de Valbonne, pour pouvoir accueillir de nouvelles communes qui souhaitent intégrer, ait des parts sociales et un poste d'administrateur disponible à la SPL. Il faut donc faire tomber cette clause majoritaire, et c'est le cas dans cette réforme des statuts.

Deuxièmement, permettre d'avoir un siège d'administrateur, et c'est le sens des suppressions des articles 7 et 8, et de l'article 14, et la modification de l'article sur le contrôle des

collectivités actionnaires. Je pense que cette SPL a une vocation, de fait, et une intervention communautaire aux côtés des communes. La CASA y est. Il est sain qu'il y ait cette modification des statuts, de façon à permettre certes l'adhésion des différentes communes, mais à ce que toutes puissent le faire de façon quasi égale. Dans quelques années, on peut avoir la Communauté d'Agglomération, ou s'il y avait une augmentation de capital, bref, qu'il y ait une évolution. Mais poursuivre dans un système où une seule commune était majoritaire à elle seule n'est pas sain dans un fonctionnement communautaire et intercommunal.

**M. le Président** – Pas d'intervention ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

## **POLITIQUE DE LA VILLE**

9. Utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur la Propriété Bâtie (TFPB) - Convention cadre entre l'Etat, la CASA, la LOGIREM, ERILIA et la SEMIVAL

**Mme SALUCKI** – Merci Monsieur le Président. Dans le cadre de la politique de la ville et de la cohésion sociale, la CASA est positionnée pour pouvoir signer des conventions-cadres avec les bailleurs sociaux, de manière à ce qu'ils bénéficient d'un abattement de 30 % sur la taxe foncière sur la propriété bâtie. C'est l'Etat qui a fixé le cadre, dans la mesure où il faut que le bailleur social ait signé le contrat ville, à certaines conditions :

- identifier les moyens de gestion de droit commun, qui met en œuvre dans chaque quartier prioritaire, comparativement au reste de son parc ;
- fixer les objectifs, les programmes d'action et les modalités de suivi annuel des contreparties de l'abattement de la taxe foncière sur la propriété bâtie. Il y a bien évidemment une contrepartie à ces 30 % d'abattement, c'est-à-dire des actions menées sur le quartier prioritaire. Sur la CASA, il n'y a qu'un seul quartier prioritaire, ce sont les hauts de Vallauris et la vieille ville. Les bailleurs sociaux sont ERILIA, avec un parc de 329 logements situés sur les hauts de Vallauris, SEMIVAL avec un parc de 120 logements diffus situés dans le secteur du centre ancien, LOGIREM pour un parc de 32 logements situés dans le secteur du centre ancien. Ils vont pouvoir signer cette convention-cadre, dans la mesure où ils auront signé le contrat de ville. C'est le préfet qui en fixe le cadre.

Il est donc demandé d'autoriser à la fois la CASA et son président, ou celui qui le représente, à signer ces conventions-cadres et d'insérer ces conventions au contrat de ville.

**M. le Président** – Il n'y a pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

**M. le Président** – On passe aux délibérations de Jean-Bernard Mion.

## **SCOT ET SIG**

### 10. Mise en service du SIG Extranet de la CASA

**M. le Président** – Je me permets de féliciter Jean-Bernard Mion pour son élection au Conseil Régional, ainsi que tous les conseillers régionaux qui ont été récemment élus au sein de la Communauté d'Agglomération.

**M. MION** – Monsieur le Président, mes chers collègues, merci. C'est une délibération sur l'ouverture du système d'information géographique du SIG, de la Communauté d'Agglomération. C'est un outil formidable pour certains, puisque l'échelonnement de la mise en place va se faire progressivement. Ce SIG Extranet est proposé aux communes de la CASA, et comme le principe de la CASA, chacun conserve toute latitude quant à l'utilisation de ces outils en ligne mis à sa disposition.

Également dans le cadre de la réglementation informatique et liberté, les communes ne pourront accéder qu'aux données à caractère personnel de leur propre commune, et en aucun cas des autres communes. Il y aura bien évidemment des agents habilités par chaque commune qui auront accès à ces informations-là. Ce ne sera pas un accès ouvert. Bien évidemment, cela conforte et confirme les délibérations que nous venons de prendre sur les perspectives de mutualisation qui sont aujourd'hui portées par les lois de réforme des différentes collectivités territoriales. C'est un projet également dans la continuité du projet de dématérialisation des documents réglementaires à la fois PLU, POS ou cartes communales.

Le contenu et le caractère de ce SIG Extranet de la CASA sont évolutifs. Le bouquet est bien évidemment évolutif. Il y a un premier bouquet qui vous est proposé, qui comprendra au minimum des services de recherche, de description et de téléchargement de données géographiques, ainsi que des extractions d'orthophotographies locales haute précision des années 2009 et 2014, ainsi que des extractions de modèles numériques de terrains locaux haute précision, et des données issues de la Direction Générale des Finances Publiques, la DGFIP. D'autres applications également en cartographie interactive, qui permettront l'application et la consultation en temps réel des données dématérialisées des PLU et des POS, quel que soit l'endroit où vous vous trouverez. Par un Smartphone, vous aurez effectivement accès chez vous, dans vos propres communes, avec les codes d'accès, au zonage, aux prescriptions de zonage, aux annexes figurant dans votre PLU, tout cela en quelques lignes. Si vous me permettez, Monsieur le Président, de reféliciter et remercier les services, notamment Serge Bibet pour la qualité de leur travail à ce niveau-là.

Également des outils dédiés au partage de la connaissance du territoire, avec une plate-forme sécurisée d'échanges de données géographiques, et un système sécurisé de partage de la connaissance des infrastructures à très haut débit. Enfin, une cartothèque proposant des cartes thématiques prêtes à l'impression, donc très important, très utile pour les services d'urbanisme. Le coût du service et de la participation des communes, tout ce bouquet est proposé à titre gratuit, et gracieux, bien évidemment. C'est toujours l'esprit de solidarité, de mutualisation qui sous-tend ce projet. En revanche, tout ce qui est achat de matériels informatiques permettant la consultation du SIG Extranet sera bien évidemment du ressort des communes.

Pour terminer, Monsieur le Président, quelques lignes sur le calendrier. Trois phases :

- Courant décembre 2015, différentes communes, notamment Châteauneuf, La Colle, le Rouret, Opio et Villeneuve-Loubet.
- Fin janvier 2016, Bézauudun, Bouyon, Caussols, Cipières, Conségudes, Courmes, Roquefort-les-Pins, Coursegoules, Gourdon, Gréolières, Le Bar-sur-Loup, Roque en Provence, Saint-Paul-de-Vence, Roquestéron, Les Ferres, Saint-Paul, Tourettes-sur-Loup.

- Courant février, Antibes, Juan-les-Pins, Biot, Valbonne, Sophia-Antipolis et Vallauris Golfe Juan.

Il nous est donc proposé d'approuver la démarche de la mise en place progressive du SIG Extranet, et de déléguer au bureau communautaire d'abord l'approbation des conditions générales du SIG Extranet, l'approbation de la charge d'utilisation du SIG Extranet de la CASA, la validation des choix des lots de données géographiques produits par la CASA, et la validation des choix de licence pour la diffusion de données géographiques. Merci Monsieur le Président.

**M. le Président** – Merci. Pas d'intervention ? C'est une forme de mutualisation utile, qui permet effectivement que chacun ait les mêmes bases de données. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

## **ACTION CULTURELLE**

### 11. Règlement Intérieur des Médiathèques Communautaires - Modification

**M. le Président** – Michel Rossi étant absent, j'ai l'honneur de le suppléer. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

### 12. Actions culturelles communes - Convention de partenariat avec l'Association des Amis du Musée Picasso

**M. le Président** – « Les amis du musée Picasso » sont les animateurs du musée, et qui peuvent travailler avec la médiathèque pour échange des conférences, des projections de films ou des documents concernant l'art contemporain, en particulier Picasso. Pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

### 13. Conservation partagée des ouvrages de littérature jeunesse en région PACA - Convention de partenariat avec l'Agence Régionale du Livre PACA

**M. le Président** – L'Agence régionale du livre PACA permet effectivement, par son adhésion, d'aller au plan de conservation des fonds jeunesse, et dans leur renouvellement. C'est la raison pour laquelle nous vous proposons cette conservation partagée. Pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

## **EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES**

### 14. Médiathèque de Biot - Convention de répartition d'usages et de charges - Avenant n°1

**M. le Président** – Monsieur Damien Bagaria, Vice-président chargé des infrastructures.

**M. BAGARIA** – La première délibération concerne la médiathèque de Biot. Jusqu'à présent, la commune remboursait une partie des frais de fonctionnement de la médiathèque à la CASA. La convention va être modifiée, c'est la CASA qui prend à sa charge le fonctionnement de la médiathèque.

**M. le Président** – Deux médiathèques ont été construites, en partenariat avec les villes. Il s'agit maintenant de voir ce qui revient à la communauté et ce qui revient aux villes, et effectivement, la lecture publique étant du ressort de la Communauté d'Agglomération, l'ensemble du personnel et du fonctionnement est pris en charge par la Communauté d'agglomération pour la ville de Biot. C'est la numéro 14. Pas d'intervention ? Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? Délibération adoptée.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

15. Pôle Culturel Auguste Escoffier - Convention de répartition d'usages et de charges - Avenant n°1

**M. BAGARIA** – C'est la même chose que la précédente. Jusqu'à présent, la commune de Villeneuve-Loubet remboursait une partie des frais de fonctionnement de la médiathèque à la CASA. Aujourd'hui, dans la nouvelle convention, les frais de fonctionnement sont totalement à la charge de la CASA.

**M. le Président** – Même délibération, même vote. Je vous remercie.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

16. Pôle Images Roquefort les Pins - Convention de gestion - Avenant n°2

**M. le Président** – C'est une convention de gestion avec un avenant n°2. C'est un partenariat utile entre la ville de Roquefort-les-Pins et le Pôle d'Images de la Communauté d'Agglomération, et la façon que nous avons d'intriquer et de mélanger les actions culturelles, tout en faisant en sorte qu'on dise clairement ce qui revient à l'un et à l'autre.

**M. BAGARIA** – Pour le Pôle Image de Roquefort-les-Pins, trois points. En premier lieu, on exclut la possibilité de délégation de service public par la commune pour la gestion de ce pôle. Deuxième point, intégration des projets d'action culturelle de lecture publique au niveau du pôle dans le plan d'action global. Puis troisième point, la recherche du classement du Pôle Image « art et essai jeune public », qui permet d'accueillir les écoles, les collèges et les lycées de la CASA, en partenariat avec l'Education nationale. Voilà les trois points qui modifient la convention actuelle qui lie le Pôle Image de Roquefort-les-Pins à la CASA.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

17. Réalisation d'une vélostation à Antibes - Convention de répartition financière et d'exécution des travaux entre la Ville d'Antibes et la CASA

**M. le Président** – C'est une convention de répartition financière et d'exécution des travaux entre la ville d'Antibes et la CASA, en gros, entre une vespasienne et un endroit où l'on parque les vélos.

**M. BAGARIA** – Le projet de pôle pour le projet bus tram de la Communauté d'Agglomération de la construction d'une vélo-station à proximité immédiate de la gare SNCF a entraîné deux choses. Dans un premier temps, une convention avec la SNCF pour pouvoir, pendant la durée des travaux, implanter une partie des moyens nécessaires aux travaux sur le domaine de la SNCF.

Le deuxième point concerne la CASA et la ville d'Antibes. C'est la répartition des travaux et du financement. Pour la commune d'Antibes, cela concerne la dépose du sanitaire existant, un peu de dépose de mobilier urbain, et l'arrêt de l'arrosage public. Le reste des travaux est à la charge de la CASA.



**M. le Président** – Pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

## **FINANCES**

### 18. Budget Annexe du Théâtre Communautaire - Décision Modificative n°1

**M. MAURIN** – La première délibération que je mets à votre approbation concerne le budget annexe du Théâtre Communautaire. Il s'agit de la décision modificative n°1 pour cet exercice, et ce sera bien sûr la seule. Elle est établie dans la perspective de la clôture de notre budget 2015. Par cette délibération, nous apurerons des rattachements de recettes non réalisées, mais nous prendrons aussi en compte les dépenses liées à la rémunération de la Société Publique Locale. Je rappelle que l'exploitation et la gestion de l'activité artistique ont été confiées, par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dans le cadre d'une convention de prestation intégrée à la Société Publique Locale, Théâtre Communautaire d'Antibes, Anthéa, qui agit vraiment pour le compte de la CASA, pour l'achat d'un spectacle, la communication afférente, ainsi que pour le restaurant et pour son propre compte, notamment la gestion de personnel et le fonctionnement de la SPL.

Avec cette délibération, on reprend la clôture des comptes, qui a d'ailleurs été approuvée par la SPL, et l'opération globale de cette délibération est de 550 000 euros en dépenses de régularisation. C'est le solde à financer pour l'ensemble des soldes de rémunération évoqués, et la contrepartie de recettes déjà actées et entrées en trésorerie. Il s'agit du produit de la billetterie, à hauteur de 300 000 euros environ, et de 250 000 euros pour la location de salles. Voilà l'équilibre qui est donné. Cette délibération permet ainsi de clôturer les rémunérations qui ont été faites par la CASA à la SPL, tant pour les années 2013, 2014 que 2015.

**M. le Président** – Avez-vous des interventions sur ces ajustements techniques ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

### 19. Budget Général - Décision Modificative n°2

**M. MAURIN** – Il s'agit ici d'une délibération relative au budget général. On avait fait une première décision modificative en septembre. Il s'agit de la seconde. Effectivement, des ajustements s'avèrent nécessaires pour clôturer le budget 2015 en fonctionnement, qui ont un lien avec les intempéries, et surtout la position qu'a pris la CASA, financière, par rapport à ces intempéries, tant au niveau des entreprises, puisqu'un versement a eu lieu à hauteur de 600 000 euros, qu'à l'aide d'urgence qui a été accordée aux communes. Aujourd'hui, il nous reste à libérer 50 000 euros de cette aide d'urgence. Par ailleurs, toujours pour régulariser ce budget, il y a un rattachement de recettes non réalisé à hauteur de 1,3 million, que l'on retrouvera. C'est une opération assez technique, puisqu'elle provient d'un décalage dans le versement de transport, dont la périodicité de versement a été modifiée. Par ailleurs, certaines participations attendues ne se concrétiseront pas sur l'exercice 2015. Suite à des modifications de conventions intervenues en cours d'année, et en investissement, il est nécessaire d'ajuster les crédits conformément à l'avancement des projets. À titre d'exemple, c'est surtout pour le bus tram et également l'actualisation de certaines procédures. Ces ajustements sont également effectués en recettes, afin de se caler sur les notifications, à la fois en dépenses et en recettes, et à prendre en compte des recettes non budgétées.

Par ailleurs, on ajuste les crédits à hauteur de l'avancement des projets. On avait prévu beaucoup plus, mais les projets ayant avancé à une certaine hauteur, on ramène les crédits en cette fin

d'exercice à l'avancement des projets. Cela justifie une fermeture de crédit à hauteur de 10,5 millions d'euros, qui avaient été mis en œuvre d'une part pour indemniser de l'acquisition des terrains pour le bus tram à hauteur de 8 millions, et également pour refaire des rephasages de crédit sur des projets qui se concrétiseront en 2016, par exemple la Villa Thuret.

Cela ne veut pas dire que ça ne se fera pas, ça veut dire que ça ne se fera pas en 2015. Voilà cette DM au niveau du budget général que je vous propose d'adopter.

**M. le Président** – Pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

**M. le Président** – On passe au budget de la régie autonome financière Envibus, avec une décision modificative n°2

#### 20. Budget de la régie à autonomie financière des Transports Envibus - Décision modificative n°2

**M. MAURIN** – Cette décision modificative nous permet d'inscrire des recettes complémentaires suite au remboursement d'un sinistre. Je rappelle que d'une manière tout à fait accidentelle, un bus, suite à un court-circuit électrique, a totalement brûlé. De ce fait, il est nécessaire de compléter nos écritures liées à la destruction de ce véhicule, notamment pour le sortir de l'actif. C'est une opération comptable qui concerne 100 000 euros, qui était la valeur du bus, que nous sortons de l'actif avec une contrepartie. D'une part, on prend l'argent à hauteur de 30 000 euros sur le remboursement de l'assurance-maladie qui est une recette supplémentaire, et à hauteur de 70 000 euros qui nous provient du Conseil Départemental s'agissant du transport scolaire du canton de Coursegoules. L'équilibre des 100 000 euros que nous sortons de l'actif se fait par ces deux recettes de 30 et de 70 000 euros.

**M. le Président** – Sur ce petit événement qu'on a connu sur Juan-les-Pins en pleine rue, puis sur les réajustements proposés par Jean-Pierre Maurin, pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

#### 21. Budget Général : Admissions en non-valeur 2015

**M. MAURIN** – Monsieur le trésorier nous propose de délibérer sur les admissions en non-valeur à hauteur de 27 233,41 euros. Ces non-valeurs sont dues à des non-paiements au niveau des déchetteries, non-paiements non pas sur l'année 2015, mais sur diverses années antérieures. Il se décompose en deux parties. D'une part, il y a des créances définitivement éteintes, parce que les sociétés en question qui n'ont pas payé ont été en liquidation judiciaire. Ça représente 18 573,87 euros, et principalement, cette somme est la conséquence du non-paiement de deux sociétés au niveau de ces déchetteries. Puis il y a une autre partie, pour arriver aux 27 233,41 euros, qui s'élève à 8 649,54 euros, qui sont des créances qui ne sont pas tout à fait éteintes, puisqu'il y a toujours une possibilité de les recouvrer pour autant que les débiteurs parviennent à meilleure fortune. Dans le budget général, on propose cette admission en non-valeur globale pour 27 233,41 euros.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

**M. le Président** – Même vote. Nous passons à la convention de prestations intégrée avec la SPL Théâtre Communautaire d'Antibes, le quitus de gestion au 30 septembre.

## 22. Convention de prestations intégrées avec la SPL Théâtre Communautaire d'Antibes - Quitus de gestion au 30/09/2014

**M. MAURIN** – Je rappelle, comme dans la première délibération relative à la SPL, qu'il s'agit d'un quitus de gestion au 30 septembre 2014 qui est demandé. Je rappelle que la CASA a confié à la SPL du Théâtre Communautaire d'Antibes la gestion du service public des activités culturelles pour la saison 2013 et 2014, et que le montant de ces dépenses de mandat s'élève à 1 393 775,42 euros. Par ailleurs, il convient de calculer un intéressement.

Un intéressement est reversé sur les recettes, qui fait partie de la convention, qui s'élève à 9 203,53 euros, qui correspond à 1 % des recettes encaissées par la SPL. Par ailleurs, cette somme est minorée d'une petite pénalité, car il y a eu un léger dépassement du budget théorique. De 9 000 euros, elle revient à 5 629,70 euros qui sont versés à la SPL pour cette forme d'intéressement.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

## 23. Ouverture Anticipée des crédits 2016

**M. le Président** – Délibération 23, ouverture anticipée des crédits 2016.

**M. MAURIN** – Nous ne votons pas le budget 2016 en cette fin d'année, mais nous le voterons certainement au mois de février 2016, dans le courant du premier trimestre à tout le moins, sur la base des notifications que nous recevons, que nous ne connaissons pas avec précision, pour assurer la continuité du service, en matière de fonctionnement comme en investissement, il est nécessaire de délibérer. En fonctionnement, le Code Général des Collectivités Territoriales permet de mettre en recouvrement les recettes, et d'engager, de liquider les dépenses dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. C'est simplement le rappel, mais ce n'est pas à ce niveau-là qu'on va décider. Toutefois, il nous faut prévoir des versements d'avance sur les subventions, pour les organismes qui dépendent de la CASA. Il faut qu'ils reçoivent ces subventions, en amont du vote du budget. On peut mandater par anticipation du vote du budget les crédits d'investissement, dans la limite du quart des budgets ouverts. C'est là où nous délibérons, dans les crédits d'investissement, donc dans la limite du quart des budgets ouverts au budget de l'exercice précédent. Les montants de crédit d'investissement s'élèvent pour 2015 à 50 732 690 euros. En conséquence, l'autorisation d'ouverture des crédits pour l'investissement s'élève à 12 683 172 euros. Ce montant est bien sûr réparti chapitre par chapitre, conformément au tableau joint à la précédente délibération.

De même, pour la régie à autonomie financière Envibus, c'est pareil. Concernant le budget annexe du Théâtre Communautaire, il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le versement d'une subvention sur les attributions 2016, d'un montant de 1,8 million. Cela permet d'avoir un fonds de trésorerie pour l'année 2016 pour le Théâtre Communautaire, qui ne sera peut-être pas versé en totalité au début de l'année, mais au moins, qui sera voté maintenant.

**M. le Président** – Sur le théâtre, c'est un problème de gestion, de souplesse et de rigueur. La rigueur est de mise avec la SPL, néanmoins, il faut acheter des spectacles, et on est quelquefois obligé de faire l'avance. Il faut donc qu'il y ait des avances de trésorerie pour qu'au début de la saison, il puisse y avoir l'achat de l'ensemble des spectacles sur la saison culturelle.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

## 24. Recueil des tarifs de la CASA 2016

**M. MAURIN** – C'est une délibération de moindre importance, mais qui permet à la médiathèque de mieux fonctionner, puisque dans le cadre de prestations de services aux usagers, il y a des prestations qui génèrent une tarification, et lorsqu'il y a de nouvelles prestations, une tarification est mise en place. Il s'agit, d'une part, pour les médiathèques, de la mise à disposition de la liseuse numérique ainsi que de la consultation de jeux vidéo pour lesquels une tarification sera payée par les usagers comme les autres services.

Dans un second plan, il a été créé un pass neige, qui permet à deux personnes, un adulte et un enfant, de se rendre dans le haut pays, à Gréolières-les-Neiges, à un prix symbolique, de mémoire 5 euros. Donc création d'un Pass neige en lien avec le haut pays pour la régie Envibus. Également une tarification. Pour le Théâtre Communautaire, des tarifs liés à des formules commerciales en direction des entreprises. Certaines entreprises souhaitent offrir des places, ont besoin de mise à disposition d'espaces. On ouvre trois formules permettant à ces entreprises de pouvoir avoir certains de leurs clients qui en bénéficient, trois formules qui vont de 3 000 à 8 000 euros. Voilà pour les actualisations de tarifs pour cette année 2016.

**M. le Président** – Pour la navette des neiges, on en reparlera tout à l'heure dans le réseau Envibus avec Thierry Occelli. Ces réajustements de tarifs sont proposés. Pas d'intervention ? Pas de vote contre, pas d'abstention.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

## **RESSOURCES HUMAINES**

**M. le Président** – C'est toujours Jean-Pierre Maurin, avec un ajustement du tableau des effectifs.

### 25. Ajustement du tableau des effectifs

**M. MAURIN** – C'est une délibération qui affecte deux services, d'une part la Direction de la Commande Publique. Il s'agit d'une mission très occasionnelle qui est limitée dans le temps, puisqu'on va la limiter à trois mois à partir de janvier 2016, et qui permet un accompagnement pour la rédaction des marchés publics pour le Théâtre Communautaire, parce que les marchés publics pour le Théâtre Communautaire, c'est plus particulier, et cela nécessite une expertise. Cette expertise, on la trouve à Antibes, et nous aurons 96 heures pour une mission très ponctuelle.

D'autre part, pour la régie Envibus, dans ce tableau modificatif des emplois, il y a la création d'un poste de chargé de clientèle, ce qui porte à neuf chargés de clientèle pour cette régie Envibus, et je rappelle qu'il s'agit d'un emploi privé, et non pas d'un emploi de fonctionnaire. Voilà pour l'ajustement du tableau des effectifs.

**M. le Président** – Merci. Ajustement mineur, bien sûr. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? Délibération adoptée.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

### 26. Actualisation des taux d'indemnisation des astreintes et mise en place d'indemnité d'intervention

**M. MAURIN** – Cette délibération doit faire 8 ou 9 pages, peut-être plus parfois, avec les annexes, je vais donc m'exonérer de la lecture. Simplement, sachez que le taux d'indemnisation des

astreintes est défini par un décret du 19 mai 2015, et en fait, il s'agit de mettre ces modalités de rémunération en compensation des astreintes et des permanences, qui cadrent avec ce décret. Concrètement, ce décret vient modifier les taux de rémunération des astreintes.

**M. le Président** – Personne n'est contre, ni ne s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

27. Abrogation de la PRF et mise en place de l'IFSE, dans le cas des emplois d'administrateurs

**M. le Président** – Une prime remplace une autre.

**M. MAURIN** – C'est une indemnité de fonction, de sujétion et d'expertise, et la mise en place de cette indemnité se fait à budget constant. C'est le nom qui change.

**M. le Président** – Personne n'est contre, ni ne s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

Nous passons aux mobilités transport, associations, club villes et territoires cyclables, adhésion. On adhère déjà.

## **MOBILITE ET TRANSPORTS**

28. Association Clubs des Villes et Territoires Cyclables - Adhésion

**M. OCCELLI** – On adhère déjà, c'est un renouvellement de l'adhésion à cette association de clubs et villes territoires cyclables. L'adhésion se monte 3 903,89 euros, et on s'en sert au niveau des échanges, notamment comme on est en concertation PDU, il est bon de savoir les actions qui sont mises en place dans les grandes collectivités, les grosses communautés d'agglomération en France.

**M. le Président** – On renouvelle notre adhésion. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

29. Hébergement et gestion du site de covoiturage Otto & Co - Convention de partenariat entre le département 06 et la CASA

**M. le Président** – Hébergement et gestion du site de covoiturage ottoetco.

**M. OCCELLI** – Il s'agit de faire une convention pour que notre site Otto & Co reçoive Equipage06. Equipage06 était le site départemental, et on intègre toutes les données d'Equipage06 dans ottoetco pour avoir une facilité, une lisibilité, et n'avoir qu'un seul site sur le territoire.

**M. le Président** – Pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Adopté.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

Nous passons à la régie autonome des transports avec le protocole d'accord, sur ce qu'on appelle les NAO, et comme indiqué dans la définition, ce sont des négociations obligatoires chaque année, avec l'ensemble du personnel.

## **RÉSEAU ENVIBUS**

### 30. Régie Autonome des Transports - Protocole d'accord négociations annuelles obligatoires

**M. OCCELLI** – Elles sont obligatoires, et le résultat de ces NAO est la fixation de la valeur du point qui a été fixé, après négociation, à 9,35 euros bruts, et également la mise en place d'une mutuelle d'application conjointe par rapport aux dispositions de la loi. Cette mutuelle qui devient obligatoire représente 30,75 euros par mois pour le salarié. Sur ce montant, la Communauté d'Agglomération reprend à sa charge pour chaque salarié une participation mensuelle de 26 euros.

**M. le Président** – Pas d'intervention ? Pas de vote contre, pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

On arrive à la navette des neiges.

**M. OCCELLI** – Les trois délibérations suivantes concernent la navette des neiges. En amont, c'est la création d'un service à titre expérimental, pour que les voyageurs du réseau Envibus puissent aller du cœur d'Antibes au pied des pistes de Gréolières-les-Neiges C'est une délibération et une action qu'on met en place, qui est chère au maire de Gréolières, et chère aussi au maire d'Antibes, mais aussi à toute la commission déplacement transport, parce qu'on a beaucoup travaillé sur ce sujet. La première délibération, la 31, c'est un règlement intérieur. Nous sommes obligés de créer un règlement intérieur, parce que c'est un service spécifique.

### 31. Règlements intérieurs des services de transports Envibus - Création d'un règlement du service Navette des neiges

Je vais expliquer un peu ce qu'est le service spécifique. Les usagers doivent être munis d'un Pass « Navette des neiges » permettant d'effectuer un aller-retour dans la journée, ou un trajet unique. Les usagers doivent avoir réservé leur trajet, sur réservation.

Les usagers doivent voyager assis et rester à leur place durant tout le trajet. C'est un long trajet. Puis les équipements et matériels de ski doivent être stockés aux endroits définis à cet effet. C'est important de le préciser, parce qu'il n'y a pas que des passagers, il y a aussi du matériel.

**M. le Président** – Puis on peut penser aussi que c'est des jeunes publics, et il faut donc que le voyage se fasse de manière disciplinée. Bien entendu, cette navette ne part pas d'Antibes pour arriver directement à Gréolières-les-Neiges. Elle a un parcours, elle s'arrête à certains endroits.

**M. OCCELLI** – Il y a très peu d'arrêts, un arrêt par commune sur le parcours. Le but est qu'elle soit quand même express, puisqu'on part sur 1 heure 30, 1 heure 35 de trajet.

**M. le Président** – Elle ne slalome pas, mais ça godille quand même un peu. Ça passe par quelles communes ?

**M. OCCELLI** – Elle passe par Antibes, Valbonne, Opio, Châteauneuf, Bar-sur-Loup, Gorges-du-Loup, Gréolières.

**M. CRESP** – Monsieur le Président, Thierry, mes chers collègues, je crois que cette initiative s'inscrit dans le cadre très précis de l'aide au développement économique du haut pays. C'est très important pour nous, les maires de petites communes du haut pays. L'activité hivernale est en effet pourvoyeuse de nombreux emplois, et assure ainsi la pérennité de nombreux commerces. Cette ligne devrait permettre de renforcer non seulement la fréquentation de notre station, mais de renforcer son attractivité. Au-delà, c'est aussi un lien à travers la CASA, et vous venez de le dire, Monsieur le Président, entre toutes les communes, puisque nous partons d'Antibes et du littoral, nous traversons le moyen pays pour arriver ensuite dans le haut pays. C'est une façon, à travers ce petit voyage à travers la CASA, de découvrir toute la richesse et la beauté de nos paysages et de nos villages perchés : les Gorges du loup (Gourdon, Bar-sur-Loup, Gréolières, Cipières), et arrivée au sommet du Cheiron, de découvrir l'intégralité du territoire de la CASA. Je pense donc que c'est une excellente initiative.

J'en profite, puisque j'ai le micro, de parler de notre station. C'est une station qui s'étale de 1 400 mètres à 1 800 mètres, qui dispose aujourd'hui d'un domaine skiable de 1 000 hectares avec 30 kilomètres de pistes, 11 remontées mécaniques. C'est également un site pour le ski de fond, pour les raquettes, mais malheureusement aujourd'hui, comme beaucoup de stations, nous tournons uniquement grâce aux canons à neige et à la neige de culture. La station sera donc sûrement ouverte en partie pendant les vacances de Noël, grâce aux canons et à la neige de culture. Nous en profiterons également pour montrer un certain nombre d'activités qui sont normalement des activités estivales, c'est-à-dire le parc aventure dans les arbres, le VTT et la randonnée, puisque malheureusement, on n'attend pas de neige avant janvier. Ces activités qui sont habituellement des activités estivales fonctionneront cet hiver. Merci Monsieur le Président, merci mes chers collègues.

**M. le Président** – Merci. Personne n'est contre ? Personne ne s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

### 32. Gamme tarifaire Envibus - Création d'un Pass Navette des neiges

**M. MAURIN** – La gamme tarifaire Envibus est celle qu'a évoquée Thierry Occelli. Personne n'est contre ? Ne s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

### 33. Mise en place d'une tarification préférentielle d'accès à la station de Gréolières les Neiges - Convention avec le Syndicat Mixte Gréolières l'Audibergue

**M. le Président** – La mise en place de la tarification préférentielle d'accès est ce qu'on a évoqué sur le flyer. Nous allons mettre en place un plan de communication pour faire connaître cette nouvelle possibilité. Personne n'est contre, ni s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

*Départ de Monsieur Alain ARZIARI.*

### 34. Mise en place d'opérations commerciales - Délivrance gratuite de titres de transports sur le réseau Envibus

**M. OCCELLI** – C'est une délibération qu'on prend chaque année, parce que dans le cadre de nos promotions, on offre des titres gratuits, et on se sert de cette ligne budgétaire pour des fonctions ponctuelles et selon les besoins. Notamment, les bus qu'on a mis à disposition lors des intempéries venaient aussi de ce budget. Le budget prévu pour l'année 2016 est estimé à 15 000 euros.

**M. le Président** – Pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? Délibération adoptée.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

## **GESTION DES DÉCHETS**

### 35. Collecte des déchets ménagers et assimilés - Convention de passage sur voie privée

**M. le Président** – Il faut un certain nombre de conditions indispensables pour la sécurité des chauffeurs et l'efficacité du ramassage. Nous félicitons Eric Mele qui a été élu président du PNR.

**M. MELE** – Merci Monsieur le Président. Cette délibération a pour but de permettre de collecter les ordures ménagères dans les voies privées fermées, et la convention a aussi pour objet d'obliger ceux qui nous demandent cette prestation d'accepter de nous offrir des voies correctes, de qualité, nous permettant de circuler normalement, d'avoir les haies bien coupées, l'aire de retournement, pas de trou, de nid-de-poule, pas de voiture qui encombre les voies. A partir de là, on peut avoir un partenariat de qualité. Sinon, nous n'entrons pas, parce qu'il est vraiment trop difficile de pouvoir circuler dans ces secteurs. La convention est donc bipartite, et chacun s'engage à une qualité de service.

**M. le Président** – Et de respect mutuel.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

### 36. Plan de relance Eco-Emballages - Convention

**M. le Président** – Le plan de relance Eco Emballage. C'est la nouvelle convention avec Eco Emballage.

**M. MELE** – Le plan de relance Eco Emballage est une nouvelle convention. Il sera financé par Eco Emballage à hauteur de 278 000 euros. C'est un plan exceptionnel qui a pour but de faire des audits de terrain, un travail de terrain pour identifier les habitudes des usagers, une campagne de caractérisation, des suivis de collecte, l'amélioration du dispositif pour le verre, l'amélioration du dispositif dans les campings, le déploiement du protocole de la communication engageante. Comme vous le savez, nous avons fait une communication engageante à Vallauris dans un secteur un peu difficile qui a porté tous ses fruits. Nous pouvons donc aujourd'hui le développer sur un territoire élargi. Toutes ces actions seront financées par Eco Emballage sur un programme d'une année. C'est donc un gros travail pour nous, parce que derrière, nous mettons les moyens pour réaliser l'attente de nos usagers.

**M. le Président** – Cette convention est soumise à approbation. Personne n'est contre ? Ne s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*



## **ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET NOUVELLES TECHNOLOGIES**

37. Aménagement Numérique - Convention Cadre Territoriale d'Investissement (CTI) pour la mise en oeuvre opérationnelle du Schéma Directeur Départemental d'Aménagement Numérique des Alpes-Maritimes (SDDAN 06)

**M. le Président** – Je demande un peu d'attention.

**M. MASCARELLI** – Cette courte délibération est relativement coûteuse.

**M. le Président** – Oui, tu nous coûtes 2,8 millions la minute, ce qui est déjà pas mal.

**M. MASCARELLI** – Cela concerne essentiellement la mise en œuvre du très haut débit prévu depuis le déploiement du plan très haut débit en 2012, dont la fin est en 2022. Ce plan prévoit trois zones, des zones très denses qui sont bien sûr traitées par les opérateurs privés, des zones moyennement denses qui devraient être traitées par les opérateurs privés, et les zones pas denses du tout, c'est-à-dire les zones publiques auxquelles la collectivité doit s'intéresser. C'est l'objet de cette délibération. Cela concerne 9 % du territoire des Alpes-Maritimes, et plus spécialement les communes du haut pays qui vont de Cipières, Coursegoules, Gréolières, Conségudes, les Ferres, Bouyon, la Roque-en-Provence, Bézaudun, et Courmes, puisque l'opérateur qui devait s'intéresser à Courmes finalement ne s'y intéresse pas.

La convention qui est passée, qui est soumise à votre approbation, porte à la fois sur la répartition entre les collectivités, et sur un montant de près de 50 millions d'euros, notre collectivité est sollicitée sur 2,406 millions d'euros répartis sur 7 ans. C'est un montant très prévisionnel. Et aussi sur le calendrier prévisionnel, puisque c'est la première période qui commence à la fin de l'année 2015, et qui devrait se terminer en 2021 et 2022.

Monsieur le Président, il faut en plus désigner un représentant pour siéger dans le Comité de pilotage.

**M. le Président** – Vous l'avez compris, dans le plan, il y a des endroits où c'est rentable, d'autres où ça ne l'est pas. Pardon de parler comme ça. Dans les endroits où ça n'est pas rentable, il faut que les collectivités et les départements s'y impliquent. La Communauté d'Agglomération a donc pour ambition de faire en sorte que la couverture numérique de son territoire soit la même partout. Nous avons obtenu un plan assez rapide, pour quelques années, pour obtenir cet objectif, parce que les personnes qui habitent dans des petits villages ont des activités quelquefois sur le littoral, sur le moyen pays ou sur Sophia Antipolis, et ont besoin, comme tout citoyen, de cette couverture numérique. Nous vous proposons la délibération que vient de rapporter Jean-Pierre Mascarelli, qu'il a très bien négocié, je l'en félicite. Pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

**M. le Président** – Je vous demande maintenant qui on désigne. Je vous propose Jean-Pierre Mascarelli. Il n'y a pas d'autres candidats ? Je vous propose qu'on le vote à main levée. Quelqu'un demande-t-il un vote à bulletin secret ? (Personne). Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Jean-Pierre Mascarelli est nommé en tant que représentant de la CASA au comité de suivi.  
Départ de Monsieur Lionel TIVOLI qui avait procuration de Madame Anne CHEVALIER.*

*Monsieur Jean-Pierre MAURIN et Monsieur Roger CRESP ne prennent pas part au vote.*

## **HABITAT / LOGEMENT**

### **38. SACEMA - Rapport annuel 2014 des administrateurs à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**

**M. le Président** – En l'absence de Marguerite Blazy, c'est Jean-Pierre Maurin qui rapporte le rapport annuel 2014, administrateur de la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis qui a d'ailleurs été rapporté à la ville d'Antibes il y a trois jours.

**M. MAURIN** – Il s'agit du rapport annuel de la SACEMA pour l'année 2014. La SACEMA, dont le nom évoque Antibes, puisque c'est la société anonyme de construction et d'économie mixte d'Antibes Juan-les-Pins qui construit des logements sociaux, s'est ensuite ouverte à la CASA en faisant une ouverture de capital à laquelle la CASA a participé. C'est dire que la SACEMA, depuis cette ouverture en capital, peut être le constructeur de logements sociaux sur l'ensemble des communes de la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis. Ceci étant, vous avez reçu une note synthétique du rapport annuel que vous avez tous lu, et je vais simplement marquer l'essentiel de cette note synthétique qui a été communiquée. C'est le rapport annuel des administrateurs de la CASA qui ne prendront bien sûr pas part au vote après, mais le Président le rappellera.

La CASA est entrée au capital de la SACEMA en 2013, en tant qu'actionnaire. La CASA siège donc au Conseil d'Administration, et est aujourd'hui représentée par deux élus. Les points forts de ce rapport d'activité 2014, je le redis l'évolution juridique est structurelle, par l'augmentation du capital de la SACEMA, en 2014, à hauteur de 1,5 million d'euros. Son bilan d'activité : on observe un patrimoine qui comporte 1 225 logements locatifs. Dans ces logements locatifs, on a bien sûr la majorité des PLU et des PLAI, quelques PLS suite au premier plan d'habitat qui avait été fait, des logements qui sont destinés à un foyer de jeunes travailleurs, des logements d'urgence, et des résidences sociales. Ça compose le patrimoine de la SACEMA. En 2014, la SACEMA a livré 152 logements sociaux neufs.

Autre point, 18 logements ont été vendus en accession sociale à la propriété en ce qui concerne « Les jardins de Lully ». Il y a eu 213 attributions de logements sociaux en 2014, bien sûr des logements neufs, mais également des logements qui sont remis sur le marché. Puis on prévoit pour les livraisons à moyen terme pour l'année 2016-2017 presque 200 nouveaux logements. L'engagement financier, les deux collectivités, d'une part la CASA a accordé sa garantie aux emprunts qui ont été contractés par la SACEMA pour la réalisation de logements sociaux à hauteur de 42 millions d'euros, et de l'autre côté, la ville d'Antibes quant à elle a garanti des emprunts à hauteur de 17 653 000 euros. Au niveau du compte d'exploitation, on attire votre attention. Il y a eu une augmentation des charges de 42 % par rapport à 2013 qui sont en fait des charges exceptionnelles à hauteur de 1 million d'euros, qui ont été générés par une plus-value de la vente d'un terrain Erina pour laquelle la SACEMA a dû s'acquitter de la taxe de plus-value à hauteur de 700 000 euros, et un autre abandon de projet à hauteur de 200 000 euros.

En matière de chiffre d'affaires, le chiffre d'affaires a été de 6,9 millions d'euros en 2014, comparés à 6,2 millions en 2013. La hausse des résultats nets n'est pas significative, elle est notamment liée à la vente du terrain Erina. Elle est de 2,6 millions en 2014, contre 1,07 million en 2013. Ce ne sera donc malheureusement pas répété.

Un petit mot sur les loyers. En 2014, il y a eu une hausse des loyers de 0,90 %. C'est toujours l'application de l'indice INSEE des références des loyers. En matière d'impayés, on est revenu à 0,28 % d'impayés de loyer, alors qu'en 2013, nous avons enregistré 1,19 %. La politique de prévention des impayés de loyer et des expulsions a permis de diminuer ces impayés de loyer. Voilà pour l'essentiel du rapport annuel 2014 de la SACEMA.

**M. le Président** – Sur ce rapport, je le répète, les administrateurs ne prennent pas part au vote. Les administrateurs sont Marguerite Blazy, Jean-Pierre et Roger.

**M. MAURIN** – Non, c'est uniquement Monsieur Cresp et moi au niveau de la CASA.

**M. le Président** – Je ne vote donc pas à la place de Madame Blazy. Il y a deux administrateurs qui ne participent pas au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

39. Protocole de gestion coordonnée des demandes de logement social des personnes handicapées

**M. le Président** – C'est un sujet complexe qu'il faut régler de manière coordonnée au niveau de la Communauté d'Agglomération. C'est la demande de mettre en place un protocole de gestion pour pouvoir rassembler toutes les demandes, et les satisfaire prioritairement. Personne n'est contre, pas d'abstention.

*Délibération adoptée à l'unanimité*

40. Réalisation de 9 logements en accession sociale à la propriété « Le Gorgier » à Opio - Convention de partenariat avec la Commune d'Opio et le Nouveau Logis Azur

**M. le Président** – Je me tourne vers le maire d'Opio qui a initié cette belle opération.

**M. OCCELLI** – C'est une délibération qu'on avait déjà prise, et on annule l'ancienne, on reprend la nouvelle. Jean-Pierre va l'expliquer, c'est par rapport à une modification du taux de TER. Je rappelle que c'est le projet communal où on a 35 logements, et dans les 35 logements, 9 PSLA.

**M. le Président** – Personne n'est contre, ni ne s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

41. Observatoire des Loyers des Alpes-Maritimes - Convention cadre

**M. le Président** – C'est une convention-cadre pour suivre les loyers dans les Alpes-Maritimes. Personne n'est contre cette convention, ni ne s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

42. Loi SRU - Contrats de mixité sociale - Engagement de principe de la CASA aux côtés des communes carencées

**M. le Président** – Comme vous le savez, l'Etat a demandé aux communes carencées de prendre un certain nombre d'engagements. La Communauté d'Agglomération a la charge de l'habitat et du logement social. Elle ne peut cependant se substituer aux communes carencées, puisque la loi prévoit que la loi SRU s'applique aux communes et pas aux territoires communautaires. C'est la raison pour laquelle, dans ce contrat de mixité sociale, l'engagement de la CASA ne peut se faire qu'aux côtés des communes carencées, mais elle le fera bien sûr en fonction de leurs demandes. La stratégie et la philosophie de la Communauté d'Agglomération étant qu'on n'impose pas aux communes de faire tel ou tel programme. C'est elles qui le décident, et c'est bien normal, puisque c'est elles qui sont face aux responsabilités de la loi SRU.

Il s'agit de l'engagement de la communauté, en appui, en aide aux communes carencées pour répondre aux objectifs que leur propose l'Etat.

Personne n'est contre, ni ne s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité*

Mes chers collègues, je vous souhaite à tous un très bon Noël en famille, que vous ayez une fin d'année heureuse, et que nous démarrions l'année 2016 avec autant de générosité, d'envie et de plaisir que nous l'avons fait en 2015, en espérant cependant que l'année 2016 sera meilleure pour notre pays que l'année 2016. Merci à tous.

La secrétaire de séance



Khéra BADAOU

**Monsieur LEONETTI,**

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 21 décembre 2015.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 21 décembre 2015.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE** le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 21 décembre 2015.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 15 février 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



**Jean LEONETTI**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 15/02/2016  
Numéro : CC.2016.001  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Procès-verbal de la séance du 21 décembre 2015 - Approbation  
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblees  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 107953634  
Référence envoi : IDF2016-03-03T15-30-40.00  
Envoyé le : 03/03/2016  
à (TU) : 14h30:42

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 03/03/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160215-AOI\_5840-DE

**Acte reçu**

Date : 15/02/2016  
Numéro interne : AOI\_5840  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 5  
Code matière 2 : 2  
Objet : Procès-verbal de la séance du 21 décembre 2015 - Approbation  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160215-AOI\_5840-DE-1-1\_1.pdf

**Annexes**

Nombre : 1  
006-240600585-20160215-AOI\_5840-DE-1-1\_2.pdf